

Berne, le 30 avril 1958.

Monsieur Thomas Holenstein,  
Président de la Confédération,

Berne.

Monsieur le Président de la Confédération,

M. Alexandre Contoumas, Ambassadeur de Grèce, est venu me voir lundi dernier, 28 avril. Il était chargé par son Gouvernement de faire une démarche auprès des autorités fédérales au sujet de l'aide économique que la Grèce attend de l'OECE.

Le Gouvernement grec est déçu que la Suisse et la Suède aient été les deux seuls pays qui, au sein de l'OECE, ont pris une position réservée, sinon négative, à l'égard d'un projet d'aide à la Grèce. Il aimerait que des experts suisses se rendent compte sur place de la situation réelle et il a chargé son Ambassadeur à Berne d'inviter officiellement MM. les Ministres Schaffner, Stopper et Soldati à faire prochainement en Grèce un voyage d'étude.

Sur le premier point, j'ai répondu à M. Contoumas qu'à ma connaissance, notre délégué à l'OECE n'avait pas pris une attitude plus négative que celle des délégués d'autres pays. Il a peut-être dit ouvertement ce que les autres pensaient. J'ai ajouté que je tirerais la question au clair.

Quant à l'invitation, j'ai dit à l'Ambassadeur que j'en avais entendu parler à Athènes lors de mon séjour récent dans cette ville et que je m'en étais entretenu à mon retour avec M. Schaffner. J'ai ajouté que celui-ci et M. Stopper pourraient difficilement se rendre en Grèce actuellement à cause des obligations qui leur sont imposées par la discussion du nouveau tarif douanier, les négociations avec le GATT, etc. J'ai relevé qu'il était exclu que MM. Schaffner et Stopper puis-

./.

Copie à P.

" à M. le Conseiller fédéral Streuli

Dodis



sent se rendre les deux en même temps en Grèce, mais que je verrais s'il est possible que tout au moins l'un d'eux donne suite avec M. Soldati à l'invitation du Gouvernement grec.

La Grèce a à faire face à de grosses difficultés d'ordre politique et économique. Elle est depuis quelque temps l'objet de la sollicitude du Gouvernement soviétique, qui a fait au Gouvernement d'Athènes des offres favorables du point de vue économique. Je suis d'avis que nous ne devons pas nous désintéresser de l'avenir de ce pays et qu'il serait opportun que M. le Ministre Stopper - puisque M. Schaffner est empêché - accepte l'invitation à se rendre à Athènes avec M. Soldati. Ce voyage, non seulement serait utile en lui-même, mais marquerait l'intérêt que nous portons à un pays qui a passé par de multiples et douloureuses épreuves au cours des cinquante dernières années.

Je suis prêt à m'entretenir avec vous de cette question.

J'adresse une copie de la présente à notre collègue Monsieur Hans Streuli, Chef du Département des finances, membre de la Délégation économique et financière du Conseil fédéral.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Max Petitpierre